

faites-moi lire, svp !

Nouvelles

Belgique -Belgie
P.P.
BC 1757
Courcelles 1
N° d'agréation : P 202127

Mensuel de l'asbl "Le Progrès"

(pas de parution en juin et juillet) - déposé à 6000 Charleroi X
publication réalisée avec l'aide de la Communauté française

 diteur responsable : Robert Tangre
Rue Jules d str e, 11   6020 Dampremy
Tél : 071 30 39 12
GSM : 0475 46 39 19
fax : 071 30 58 30
E mail : robert.tangre@skynet.be
C.C.B. : 068-2013811-21

Nouvelles

n  294

Sommaire

GLB et la RTBF

Loi chômage : la rupture.

« Le génocide à Gaza se poursuit

Leila Shahid, « L'Ange Gardien »

L'interventionnisme américain au Venezuela...

J. D. Vance ou « le trumpisme après Trump

USA : vers une victoire électorale historique de la gauche

Rojava : le crépuscule d'une expérience

Le M23 nous tue ...

La laïcité est le ciment de notre maison commune.



GLB et la RTBF



Comme je suis un garçon courageux, je me suis farci l'écoute de l'interview de Georges-Louis Bouchez sur [La Première - RTBF](#) ce matin. C'était d'une agressivité sans fard. Mais éclairant aussi.

Petit décryptage.

Selon GLB, la RTBF souffre d'un mal chronique et mystérieux : elle serait de gauche. Pas parfois, pas sur certains sujets — non, structurellement, culturellement, génétiquement presque. (Il faudrait prévenir Cyril Detaeye, mais bon !) Et comme elle est financée par de l'argent public, elle devrait évidemment refléter une neutralité parfaite... telle que définie par Georges-Louis Bouchez et le MR.

Et qu'est-ce que la neutralité à leurs yeux ? Je cite la ministre Jacqueline Galant "le patron de la RTBF va changer cette année et le directeur de l'information aussi. Et donc, on espère, évidemment, qu'avec ces deux changements on pourra apporter une ligne un peu différente qui ira de l'autre côté de l'échiquier politique". Bref, la neutralité, c'est la droite.

Selon GLB, quand la RTBF informe sur des grèves, des syndicats ou des questions sociales, ce n'est pas de l'information : c'est de la propagande. D'où l'étiquette élégante qu'il a employé sur les réseaux sociaux de « fournisseur officiel de fake news de gauche »,

Donald, sors de ce corps !

À cela s'ajoute un problème tout aussi grave selon GLB : la RTBF coûte cher, occupe trop d'espace (radios, web, sport, divertissement), et concurrence les médias privés — ce qui est évidemment inadmissible pour un service public qui... attire du public (quoi qu'il en dise). Acheter des droits sportifs ou proposer des contenus populaires devient donc une faute morale et budgétaire.

Dans des entretiens de fond, Bouchez est allé plus loin en déclarant que, dans sa vision, la RTBF pourrait à terme être privatisée ou supprimée, estimant que son rôle actuel n'est plus justifié.

Il inscrit cette position dans une « guerre culturelle » plus large contre ce qu'il perçoit comme une hégémonie idéologique dans les médias et le monde intellectuel. Et le fait qu'il propose une commission parlementaire sur l'audiovisuel public à l'instar de celle menée (oh surprise) par l'extrême-droite en France ne doit rien au hasard.

Regardons les choses un peu froidement. L'immense majorité du paysage médiatique de notre pays est dominé par des groupes privés qui ont une ligne éditoriale clairement marquée à droite. Il existe UN média de service public, média contrôlé par les différents partis politiques au prorata de leur poids politique, un média qui équilibre (très partiellement) ce paysage politique. Mais c'est trop pour le MR actuel.

Le 15 mars 1944, En France, le Conseil National de la Résistance (CNR), adoptait le programme "Les jours heureux". Il comportait des principes très clairs concernant les médias, établis sur base des enseignements issus de ce qui venait de se passer en France avant et pendant la Guerre. (Oui oui, je fais un parallèle avec une période qui a vu émerger nazisme et fasciste.) Quels étaient-ils ?

1 Rétablissement de la liberté de la presse

Le CNR affirmait explicitement la nécessité de rétablir une liberté complète de la presse, supprimée sous l'Occupation et le régime de Vichy. La liberté d'information était conçue comme un pilier de la démocratie restaurée après la Libération.

2 Épuration des médias compromis avec l'occupant

Le programme prévoyait une éviction des responsables et entreprises de presse ayant collaboré avec l'ennemi, soutenu activement la propagande de l'Occupation ou de Vichy. Cette mesure visait à empêcher que les structures médiatiques compromises continuent à influencer l'opinion publique après la Libération.

3 Indépendance de la presse vis-à-vis des puissances d'argent

Même si le texte ne détaillait pas encore des mécanismes précis, l'esprit du programme était clair : la presse ne devait pas être dominée par des intérêts financiers privés susceptibles de la détourner de l'intérêt général. Cette orientation s'inscrivait dans le projet plus large de démocratie économique et sociale défendu par le CNR.

4 Rôle démocratique de l'information

Le programme associait directement liberté de la presse, liberté de pensée, et liberté d'expression, au retour de la souveraineté populaire (suffrage universel, débat public éclairé). L'information était donc pensée comme une condition du bon fonctionnement de la République (en France), et non comme une simple activité commerciale.

Je pense qu'on ne devrait pas oublier ces enseignements. Et vive les médias de service public !

Pierre Eyben
Extrait de Facebook

Loi chômage : la rupture.

Ça y est, c'est fait! La nouvelle loi sur le chômage a été publiée au Moniteur belge le 29 juillet. Elle va donc s'appliquer à partir du 1^{er} janvier 2026. Cette loi avait été votée par les députés du parlement fédéral belge le 18 juillet. Cette loi change complètement les règles du chômage. Avec cette loi, on n'est plus dans la solidarité de la Sécurité sociale. On est dans l'exclusion automatique et l'aide sociale individualisée et incertaine. C'est une vraie rupture dans l'histoire de la Sécurité sociale en Belgique.

Une personne a droit aux allocations de chômage si elle a travaillé un certain nombre de jours et si elle répond aux obligations de l'ONEM et du FOREM. Cela veut dire qu'elle doit chercher un emploi, répondre aux convocations, se former, etc. Si elle ne le fait pas, elle peut être exclue du chômage et perdre ses allocations. Si elle le fait, elle garde ses allocations. Comme il n'y a pas d'emplois pour tout le monde, des personnes restent au chômage pendant longtemps même si elles répondent à leurs obligations. Avec la nouvelle loi, c'est fini. A partir du 1^{er} janvier 2026, les personnes n'auront droit qu'à 1 an de chômage minimum et à 2 ans maximum. C'est tout à fait contraire aux principes de la sécurité sociale en Belgique.

Un salaire "social"

Dès le 19^{ème} siècle, les travailleurs et leurs syndicats ont créé des caisses sociales pour ceux qui n'avaient pas d'emploi. En 1944, à la fin de la 2^{ème} Guerre mondiale, syndicats, patrons et gouvernement signent un accord pour créer un système général et obligatoire de sécurité sociale. L'assurance-chômage en fait partie. Le travailleur sans emploi reçoit ainsi une allocation de chômage. Le principe de l'assurance-chômage et de la sécurité sociale est simple. On reconnaît que le travailleur crée de la richesse par son travail. Le patron fait des bénéfices en vendant les produits. Pour son travail, le travailleur a un salaire. Le travailleur reçoit un salaire sur son compte en banque. C'est son salaire net. Le travailleur reçoit aussi un salaire qui n'est pas sur son compte en banque. Ce sont des cotisations qu'il paie et que son patron paie pour la sécurité sociale. Plus le salaire est élevé, plus les cotisations sont élevées. Ainsi, chacun contribue selon ses moyens au financement de la sécurité sociale. La sécurité sociale profite à tous. On dit que c'est un salaire « socialisé ».

Rupture

Ce système de sécurité sociale ne plaît pas aux patrons. Depuis les années 1980, ils paient souvent des cotisations réduites sur les salaires. Il y a donc moins d'argent dans les caisses. La crise économique aggrave les choses. Depuis 40 ans, on supprime des droits aux travailleurs sans emploi. En 1981, on crée le statut de cohabitant dans l'assurance-chômage. Les personnes « à charge » toucheront moins d'allocations. Cela touche surtout les femmes et les jeunes. Et ces chômeurs cohabitants seront exclus après un chômage dit de « longue durée ». C'est l'article 80 de l'ONEM. Il n'est plus appliqué depuis 2004, mais on est de plus en plus sévère dans le contrôle de tous les chômeurs cohabitants ou non. Pour les jeunes qui sortent de l'école, on allonge de plus en plus la période pendant laquelle ils ne toucheront pas d'allocations. Et depuis 2012, ces jeunes ont droit à seulement 3 ans d'allocations. Avec la nouvelle loi, ce sera 1 an. Et pour celles et ceux qui ont assez de jours de travail, c'est 2 ans maximum.

Une aide sociale... peut-être

Pour certains exclus du chômage, il y aura l'aide sociale du CPAS. Mais à la différence de l'assurance-chômage, l'aide sociale dépend de la situation personnelle, des rapports des assistants sociaux, etc. Et c'est une aide, ce n'est pas la même

chose que la solidarité de la sécurité sociale. Dans l'histoire, les travailleurs avec emploi ont compris que l'assurance-chômage protégeait bien sûr les travailleurs sans emploi et qu'elle les protégeait aussi eux-mêmes. Sans assurance-chômage, les gens sont prêts à accepter plus facilement des bas salaires, des mauvais contrats et des mauvaises conditions de travail. Ceux qui ont un emploi peuvent alors moins réclamer de meilleurs salaires, contrats et conditions de travail...

Sous la pression des travailleurs, l'assurance-chômage de la Sécurité sociale a été faite pour les travailleurs avec ou sans emploi. Sous la pression des patrons, la fin de cette assurance-chômage est faite par le gouvernement contre les travailleurs.

Thierry

Verhoeven

Extrait de <https://factori-creation.be/parteneriat-inedit/funoc-journal-lessentiel/>

L'ONU pointe du doigt des dizaines d'entreprises : « Le génocide à Gaza se poursuit parce qu'il est rentable »

Des entreprises, notamment des grands fabricants d'armements et des géants de la technologie, soutiennent la « campagne génocidaire » menée par Israël dans l'enclave occupée, souligne un rapport rédigé par l'avocate italienne spécialisée en droits humains Francesca Albanese.

L'avocate italienne spécialisée en droits humains et rapporteuse de l'ONU pour les territoires palestiniens occupés, Francesca Albanese, a cité plus de 60 entreprises, parmi lesquelles de grands fabricants d'armement et des sociétés technologiques, dans un rapport publié dénonçant leur implication dans le soutien aux colonies israéliennes et aux opérations militaires à Gaza, qu'elle qualifie de « campagne génocidaire ». Le rapport examine « la machine économique des entreprises qui soutiennent le projet colonial israélien de déplacement et de remplacement des Palestiniens dans les territoires occupés ».

Ces entreprises, notamment des grands fabricants d'armements et des géants de la technologie, soutiendraient la « campagne génocidaire » menée par Israël dans la bande occupée. Le rapport appelle les entreprises citées à cesser leurs échanges avec Israël, et réclame une responsabilité juridique pour les dirigeants impliqués dans les violations présumées du droit international.

Le rapport, rédigé à partir de plus de 200 contributions provenant d'États, de défenseurs des droits humains, d'entreprises et d'universitaires, vient compléter la base de données de l'ONU sur les entreprises liées aux colonies israéliennes, mis à jour la dernière fois en juin 2023. Il sera présenté jeudi au Conseil des droits de l'homme de l'ONU, d'où Israël et les États-Unis s'étaient retiré plus tôt cette année dénonçant un parti pris flagrant à l'encontre de l'État hébreu.

Des « liens financiers avec l'apartheid et le militarisme israélien »

« Alors que la vie à Gaza est littéralement anéantie et que la Cisjordanie subit des attaques toujours plus violentes, ce rapport montre pourquoi le génocide en cours se poursuit : parce qu'il est rentable pour beaucoup », écrit Albanese dans ce document de 27 pages. Elle accuse les entreprises concernées d'être « financièrement liées à l'apartheid et au militarisme israéliens ». Dans ce document, les entreprises sont classées par secteur, dont l'industrie militaire ou technologique (il n'est toutefois pas toujours clair si elles sont liées aux colonies

israéliennes ou à la guerre de Gaza, NDLR.).



L'agence *Reuters* précise « qu'environ 15 entreprises ont répondu au bureau d'Albanese », mais que leurs réponses n'ont pas été publiées.

Dans le secteur de l'armement, les entreprises Lockheed Martin et Leonardo auraient joué un rôle dans la fourniture d'armes qui ont été utilisées à Gaza. D'autres fournisseurs de machines lourdes dont Caterpillar Inc et HD Hyundai sont également accusés de « contribuer à la destruction de propriétés dans les territoires palestiniens ». Caterpillar a déjà déclaré qu'elle s'attendait à ce que ses produits soient utilisés conformément au droit international humanitaire. Aucune des entreprises citées n'a immédiatement répondu aux sollicitations des journalistes.

Des géants de la technologie comme Alphabet, Amazon, Microsoft et IBM sont également nommés comme étant « au cœur de l'appareil de surveillance israélien et de la destruction en cours à Gaza ». Alphabet a déjà défendu son contrat de services cloud d'une valeur de 1,2 milliard de dollars avec le gouvernement israélien, affirmant qu'il ne visait pas des opérations militaires ou de renseignement. Palantir Technologies est également mentionnée pour avoir fourni des outils d'intelligence artificielle à l'armée israélienne, sans que les détails de leur usage ne soient précisés.

La mission israélienne à Genève a qualifié le rapport de « juridiquement infondé, diffamatoire et constituant un abus manifeste de sa fonction ». Les bureaux du Premier ministre et du ministère des Affaires étrangères israéliens n'ont pas immédiatement répondu aux demandes de commentaires.

Source : L'ORIENT LE JOUR

Leila

Shahid,

« L'Ange

Gardien »

J'ai entendu parler de Laila Shahid pour la première fois en France, au milieu des années 1980, alors que j'étais actif au sein de l'Union générale des étudiants palestiniens à Besançon. Mohammed Youssef, alors secrétaire du Mouvement de libération nationale palestinien (Fatah) en France, me l'a présentée. Je lui avais demandé de me recommander une personnalité palestinienne francophone qui devait prendre la parole lors d'une manifestation de solidarité avec la Palestine. Il m'a conseillé de la contacter, la recommandant chaudement. Ce qui m'a marqué à l'époque, et qui me marque encore aujourd'hui, c'est qu'elle était une protégée d'Izz al-Din al-Qalq, le deuxième directeur du bureau de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) à Paris. Il fut le fondateur d'une école de pensée culturelle et médiatique originale au sein de la diplomatie palestinienne, succédant à Mahmoud al-Hamshari, premier représentant de l'OLP à Paris, assassiné début janvier 1973. Quelques années plus tard, toujours à Paris, début août 1978, al-Qalq connut le même sort que son camarade al-Hamshari. J'ai parlé avec Laila, qui m'a bien accueilli. J'avais une idée, mais elle s'est excusée de ne pouvoir participer à la date prévue en raison d'engagements antérieurs. Puis elle a cessé de me contacter, et j'ai quitté la France après avoir terminé mes études.



Le temps a passé, et son nom est revenu à mes oreilles au milieu de l'année 1993, lorsque le défunt président Yasser Arafat l'a nommée directrice du bureau de l'Organisation de libération de la Palestine à Paris, ou plus précisément, « Commissaire générale de Palestine en France ». Cette décision faisait suite à celle prise en 1989 par le défunt président français François Mitterrand d'élever le statut de l'Organisation de libération de la Palestine en France, qui était alors un bureau « d'information et de communication », ouvert en 1975, à celui de Commission générale, puis à celui de « Mission de Palestine » à partir de 2012. Cette décision

faisait suite à celle prise en 1989 par le regretté président français François Mitterrand d'élever le statut de l'OLP en France, initialement un bureau d'« information et de communication » créé en 1975, au rang de délégation générale, puis de « mission de Palestine » à partir de 2012.

Quelques jours après la prise de fonctions de Leila Shahid à Paris, durant l'été 1993, après avoir dirigé le bureau de l'OLP aux Pays-Bas et en Irlande et être devenue la première femme ambassadrice palestinienne à l'étranger, je me trouvais à Paris depuis la Tunisie, où je travaillais pour l'appareil palestinien des « médias unifiés » en tant que correspondante pour « Révolution palestinienne », le principal magazine de l'OLP (fondé à Beyrouth en 1972, puis transféré à Chypre après 1982, avant de cesser sa publication en 1994). J'ai eu la chance de mener un entretien approfondi avec Leila Shahid dans ses nouvelles fonctions. Nos rencontres se sont ensuite multipliées sous diverses formes, que ce soit à Paris, Gaza, Ramallah ou Bruxelles, où elle a été nommée ambassadrice de Palestine. Début 2006.



Notre camarade Freddy Guidé conduit Leïla Shahid visiter l'exposition à Fontaine-l'Évêque

Je ne retracerai pas ici la vie de Leila Shahid, même brièvement, car c'est un sujet à part entière, qui mériterait un livre entier. Je sais, par des journalistes et des cinéastes, qu'elle les a toujours évités lorsqu'il s'agissait d'écrire un livre ou de réaliser un film sur elle. Elle est très réservée lorsqu'elle parle d'elle-même, mais très généreuse lorsqu'il s'agit d'évoquer les autres. Comme l'a récemment déclaré l'estimé écrivain libanais Elias Khoury lors de l'ouverture d'une conférence sur Mahmoud Darwish à Ramallah, à laquelle Leila Shahid participait à distance en tant que présidente d'honneur de la Chaire culturelle et universitaire Mahmoud Darwish en Belgique, il l'a décrite comme « l'ange gardien » qui veille sur la mémoire de Mahmoud. Darwish, l'écrivain français Jean Genet, auteur de « Prisonnier de l'amour »

relatant son expérience avec les fedayins palestiniens en Jordanie et de « Quatre heures à Chatila », qu'elle connaissait bien, ainsi que d'autres militants et intellectuels, ont également été mentionnés.

La seule exception que Leila Shahid ait faite dans ce récit de sa vie a peut-être été de mentionner un journaliste et réalisateur français. Patrice Barratt, qui a réalisé un documentaire sur sa vie, est décédé il y a quelques années. Layla lui en était très reconnaissante. Il avait beaucoup écrit sur la Palestine et réalisé plusieurs documentaires importants sur le sujet. Il était le fils de Robert Barratt, une figure marquante des médias et de la politique, qui avait soutenu la révolution algérienne moderne contre le colonialisme français. Il fut également l'un des rares journalistes français à avoir écrit sur la Nakba de Palestine dès 1948, dans une longue enquête sur les réfugiés publiée dans le journal « Christian Liberté », le seul en France à considérer les événements de la Nakba comme un acte de colonialisme, à une époque où la plupart des médias français, y compris ceux de gauche, saluaient la création de l'État d'Israël sur les ruines du peuple palestinien. Patrice est aussi le fils de Denise Barra, la femme estimée qui dirigeait l'Association pour le soutien du patrimoine palestinien à Paris et qui défendait les droits des Palestiniens partout dans le monde. Peut-être par sens du devoir envers une martyre, elle a offert à ce journaliste et réalisateur l'opportunité de documenter une partie de sa vie dans un film lors de son voyage en Palestine. C'était un geste de reconnaissance à son égard et, à travers lui, un hommage à ses parents. Peut-être devrais-je écrire plus tard sur la famille Barra – les parents et le fils.

Ici, je parlerai de l'entrée de Leila dans le paysage culturel et médiatique belge, comme elle me l'a confié un jour, entrée qui a facilité son engagement politique. Cela faisait écho à son expérience en France lorsqu'en tant qu'ambassadrice palestinienne, elle a lancé, en partenariat avec le ministère français de la Culture, l'événement « Printemps palestinien » en 1996. Cet événement, qui s'est déroulé pendant des mois dans plusieurs villes françaises, était le premier du genre à présenter la culture palestinienne à une telle échelle. Pour la première fois en France, des dizaines d'œuvres d'écrivains palestiniens ont été traduites en français et publiées par de grandes maisons d'édition françaises spécialisées dans le monde arabe. Après Paris, Leila n'a pas souhaité devenir ambassadrice à Washington, Londres, ni



même Rome, comme le lui avait proposé le ministère palestinien des Affaires étrangères. Elle a choisi la Belgique pour sa proximité avec la France et parce que le français, qu'elle affectionne, est l'une des langues officielles du pays. Bruxelles abrite également le siège de la Commission européenne. L'Union et ses différentes institutions, au sein desquelles Leila espérait œuvrer comme cadre de coopération multilatérale, après de nombreuses années de travail bilatéral. Par ailleurs, Leila admirait la Belgique, petit pays au mélange unique de diversité nationale et culturelle et ouvert sur de nombreuses cultures du monde grâce aux vagues d'immigrations successives.

Hassan Balawi

Ambassadeur de l'Etat de Palestine au Mali

Hassan Balawi nous avait fait l'honneur de participer au vernissage d'une exposition de peintures réalisées par le regretté Lucien Belvaux dans les locaux du Centre culturel La Posterie de Courcelles.

L'interventionnisme américain au Venezuela donne raison à Vladimir Poutine"

Essayiste, enseignant en relations internationales et membre du comité éditorial de la « Nouvelle Revue Politique » (NRP), Max-Erwann Gastineau nous explique, dans une tribune, les spécificités de la géopolitique trumpienne.

Nous vivons un moment de bascule géopolitique sans précédent depuis la chute du mur de Berlin, parce que l'ordre international façonné depuis 1945 par les instances et les concepts créés et promus par les pays occidentaux est remis en question par le premier d'entre eux, les États-Unis d'Amérique. La scène s'est déroulée en trois actes.

Elle a d'abord pris les traits d'un constat. Le constat ayant préfacé le premier mandat de Donald Trump (2016-2020), celui d'une mondialisation qui n'a pas profité aux États-Unis et qui, pis, s'est retournée contre ses propres géniteurs, affaiblissant les forces productives de la nation, érodant ses bases industrielles, appauvrissant les classes populaires sur fond de délocalisations des usines américaines. À rebours d'une Chine qui, elle, a pleinement profité du cadre mondialisé promu par les États-Unis

RÉINSTALLER LA PUISSANCE AMÉRICAINE

La Chine représentait 10 % de l'économie américaine dans les années 1980. Elle menace désormais le leadership américain, le devenir économique des États-Unis, la force du dollar, jusque dans son étranger proche, jusque dans une zone qui, depuis le XIX^e siècle, représente l'arrière-cour des États-Unis : l'Amérique du Sud, dont la Chine est devenue le premier partenaire commercial. Il convient donc d'y remédier.

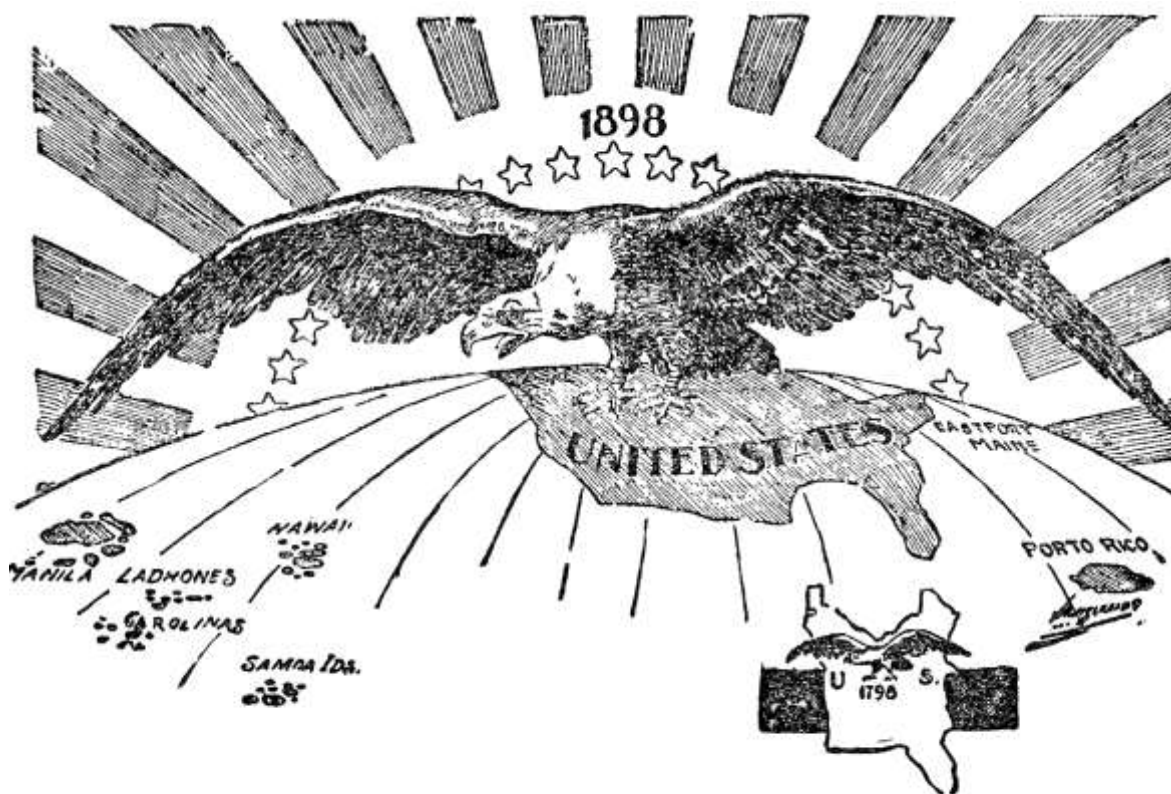
Troisième acte aux allures de constat et de stratégie : le recul des États-Unis est le produit d'une timidité géostratégique incarnée par l'universalisme moral et juridique des précédentes administrations, qui, sous couvert d'incarner la vocation universelle des États-Unis, ont affaibli la primauté de l'ordre national et les ressources immatérielles qui en ont fait historiquement la force : l'éthique du travail anglo-protestante (plutôt que la décroissance écologique), la famille traditionnelle (plutôt que le progressisme woke), l'identité nationale (plutôt que le mondialisme ou l'avènement d'une « Amérique-monde » multiculturelle). Dans ce cadre, il convient de réinstaller la puissance américaine sur ses fondements, comme le matérialisent la politique intérieure de Donald Trump, aux accents imperturbablement conservateurs, et la rédaction de la Stratégie de sécurité nationale (NSS 2025) publiée en décembre dernier.

Stratégie dans laquelle l'identité culturelle et la géopolitique, la puissance économique et l'influence politique sont présentés comme un tout nécessitant l'institution d'un cordon idéologico-stratégique visant à contenir l'influence de la Chine dans les zones où l'Amérique demeure encore technologiquement, militairement ou culturellement (*soft power*) en position de force, comme en Europe, ou en droit de sécuriser son voisinage, comme celui représenté par l'Amérique latine et la région Caraïbes.

UN MESSAGE ENVOYÉ AU RESTE DU MONDE

Ces trois actes ont donc préparé l'intervention de Washington à Caracas, qui fait office de première application militaire de la NSS 2025. Dans ce document, la réactualisation de la doctrine Monroe, inventée en 1823, est posée en pierre angulaire d'un nouvel ordre régional affirmant que la sécurité des États-Unis passe par le contrôle de « l'hémisphère occidental », par la neutralisation des forces étatiques et politiques contestant la primauté des États-Unis dans sa scène d'influence privilégiée, dont les deux jambes sont formées par l'Europe et l'Amérique latine.

L'intervention de Caracas a aussi des airs de 2003, date de l'invasion américaine de l'Irak au mépris du droit international ; avec, dans le rôle du tyran Saddam Hussein, le président déchu Nicolás Maduro et du prétexte terroriste des cartels de la drogue vénézuéliens. D'aucuns établissent également un parallèle entre l'intérêt des États-Unis pour les réserves pétrolières dont disposaient l'Irak et celles dont dispose, en très grande quantité, le Venezuela. Les entreprises américaines ont été écartées de l'ancien eldorado latino après les vagues de nationalisation entreprises par Hugo Chavez dans les années 2000. Ce point n'est donc pas à négliger. Mais le coup de force états-unien doit davantage être lu à l'aune du message qu'il envoie au reste du monde, à la Chine tout d'abord, aux pays européens et aux Latino-Américains ensuite, qui sont, de fait, les premiers concernés par la destitution soudaine de Maduro.



Ten thousand miles from tip to tip.—Philadelphia Press.

Joe Biden avait lui-même tenté de restaurer l'influence des États-Unis sur son continent, en écartant les régimes autoritaires (Venezuela, Cuba, Nicaragua) du sommet des Amériques organisé en juin 2022 à Los Angeles. L'idée de l'administration démocrate était d'utiliser la guerre en Ukraine, présentée comme l'expression européenne d'une opposition mondiale entre démocraties et autocraties, pour reconstruire un ordre continental plus favorable aux États-Unis, moins perméable aux influences chinoises et russes. Mais le Mexique, qui se présente en pivot d'un ordre continental reposant sur la souveraineté des États et non sur leurs

ascendances idéologiques, avait ouvertement contesté cette décision, appelant à boycotter ce sommet inventé par les États-Unis dans les années 1990 pour raffermir son autorité régionale.

EFFET DE LÉGITIMATION

L'interventionnisme trumpien pourrait, lui, s'avérer plus fructueux, du strict point de vue de l'étalage d'une force envoyant un message clair au monde ; et ce, d'autant plus que les Vénézuéliens ne regretteront pas Maduro. La déroute économique de l'État sud-américain, que l'émigration massive de sa population incarnait, a déstabilisé d'autres pays, dont le Chili, passé à droite le 14 décembre dernier pour contrer les conséquences sécuritaires de l'immigration vénézuélienne... Mais il aura aussi un effet de légitimation certain du recours à la force. L'interventionnisme américain donne en effet raison à Vladimir Poutine. Il indique que les sphères d'influence, l'emploi de la force pour les défendre, les intérêts, la guerre, l'identité (« monde russe », « hémisphère occidental »...) existent et peuvent être des ressources mobilisatrices pour qui sait s'en servir.

Dans ce contexte, il sera intéressant d'observer la réaction des poids lourds du continent sud-américain, comme le Brésil, qui se contente pour l'heure de condamner la violation de la souveraineté vénézuélienne. Mais que peut-il faire de plus, alors qu'une autre voie se dessine pour les pays de la région, appelant à rejoindre la nouvelle configuration politique promue par Washington autour de ses « *valeurs conservatrices et de liberté* », comme le proposent déjà Javier Milei en Argentine et divers chefs d'États, du Paraguay de Santiago Peña au Salvador de Nayib Bukele du Salvador en passant par le Honduras de Nasry Asfura ?

La très grande transparence dans laquelle Donald Trump concrétise sa stratégie détonne. Dans une logique à la Sun Tzu, les mots sont disséminés pour frapper, désarçonner, neutraliser l'adversaire avant même qu'ils n'aient eu le temps ni l'audace de s'organiser. Ainsi, rien n'est caché, tout est explicite, rédigé, conformément à une grammaire « nationale-conservatrice » qui voit le monde comme une mosaïque de nations en droit de défendre leurs intérêts et leur identité par les moyens dont elles disposent ; la valeur suprême d'un homme d'État résidant dans sa capacité à défendre son pays contre ce qui le menace de l'intérieur et de l'extérieur.

LES LEÇONS DE TRUMP

Ce qui interroge est aussi la position de l'Europe, prisonnière d'un récit suranné, qui a fait du droit international sa boussole et de l'affrontement entre « *démocraties et empires autoritaires* », titre d'un essai de David Baverez publié en 2023, la quintessence de sa vision géopolitique du monde. Récit qui n'est que l'expression d'un juridisme moral incarnant le projet européen mais que ses dirigeants projettent sur le monde armé d'un complexe de supériorité morale contreproductif et vain. Car la supériorité des principes n'est rien sur la scène internationale sans la capacité de les faire respecter. Car « *les États eux-mêmes doivent choisir d'obéir aux règles qu'ils ont créées* », comme le rappelle John Mearsheimer, figure du réalisme américain, et que personne ne peut contraindre les plus puissants d'entre eux de choisir de les respecter, en l'absence de gendarme international.

Le *soft power* (le pouvoir de la norme et de l'influence culturelle) ne fonctionne que s'il est accompagné du *hard power*. La puissance économique et militaire, la « *constance doctrinale et patriotique* » (Zbigniew Brzezinski, 1997) distinguent les pays qui décident de leur devenir de ceux qui le subissent. Telles sont les leçons offertes par Donald Trump à un Vieux Continent médusé et qui voit déjà Washington réclamer, au nom de sa « sécurité nationale », la pleine maîtrise du Groenland.

Par Max-Erwann

Gastineau

Extrait de Marianne.

Converti zélé » et catholique « intégral » ultra-réac : J. D. Vance ou « le trumpisme après Trump »

À 40 ans, le vice-président incarne une nouvelle génération de républicains clairement orientés à l'extrême droite. Il a avec lui le temps et la Constitution, mais pas encore une base politique propre.

Le monde entier connaissait le numéro un. Pas encore le numéro deux. Il n'a fallu que quelques minutes à J. D. Vance pour rattraper en partie ce retard de popularité. Quelques minutes désormais gravées dans les archives et qui seront sans doute enseignées dans les livres d'histoire sous le nom de « L'humiliation de Volodymyr Zelensky dans le bureau Ovale ». « *Le style, c'est l'homme* », disait Georges Louis Leclerc de Buffon (1707-1788). Celui de J. D. Vance est moins verbal que physique, brutal, presque animal. Le regard bleu glacial, semblant toujours ourlé d'un trait de mascara, le « langage du corps » suintant le mépris pour l'invité du jour.

Quand Kamala Harris avait mis quatre ans à ne finalement jamais trouver sa place auprès de Joe Biden, James David Vance a tout de suite cerné son rôle : « *Un chien d'attaque et un défenseur féroce du président américain* », selon le « Wall Street Journal ». « *Il est quasiment plus trumpiste que Trump* », abonde Sébastien Roux, sociologue, directeur de recherche au CNRS. Dans un espace plus feutré, celui de la conférence de Munich sur la sécurité, il avait déjà marqué son territoire idéologique, en délivrant un réquisitoire aussi violent qu'inattendu, accusant pêle-mêle les dirigeants européens de fouler aux pieds la « *liberté d'expression* » en censurant des propos haineux, d'avoir favorisé « *les migrations de masse* » et de maintenir un « *cordon sanitaire* » autour de l'extrême droite.

« *Le style, c'est l'homme.* » Et celui de ce jeune « VP » (« Vice President ») de 40 ans, « *c'est celui du converti zélé* », rappelle Marie-Cécile Naves, directrice de recherche à l'Iris (Institut des relations internationales et stratégiques). Un double converti, même. L'ancien protestant évangélique, après un passage furtif par l'athéisme, est devenu un catholique « *intégral* ». Surtout, l'antitrumpiste des premières heures s'est mué en fervente « *première gâchette* » de ce même trumpisme.

Sous le patronage de Peter Thiel

Les deux transformations se produisent presque simultanément, entre 2019 et 2021. Si la première conversion s'est effectuée sous le patronage lointain de saint Augustin et de sa « Cité de Dieu », l'épiphanie politique se produit par la grâce de Peter Thiel, que J. D. Vance entend pour la première fois en 2011 alors qu'il est étudiant à Yale. Fondateur de PayPal, puis de Palantir, société spécialisée dans les big data, il a misé sur Donald Trump dès 2016.

Au sein de la Silicon Valley, il est alors encore ultra-minoritaire, mais il constitue, comme le note la revue « Grand Continent », un pilier important de l'effort de radicalisation du Parti républicain – que l'on qualifie parfois de « nouvelle droite » – vers des positions toujours plus conservatrices. « *Peter Thiel est l'un des premiers de la big tech à avoir eu un agenda politique ultra-conservateur à tendance libertarienne* », rappelle Sébastien Roux. Le parrain de la « PayPal mafia » mise d'abord professionnellement sur Vance, à qui il confie la direction

(2016-2017) de l'une de ses sociétés, Mithril Capital, avant de participer au financement de la société Narya Capital, que Vance fonde en 2019.



J. D. Vance fait alors partie de cette frange de conservateurs rétive à la personnalité comme à la rhétorique de Donald Trump. En 2016, alors que le magnat de l'immobilier est en train de réussir son OPA sur le Parti républicain, il écrit à l'un de ses associés dans un post Facebook : *« Je n'arrête pas de me demander si Trump est un trou du cul cynique comme Nixon qui ne serait pas si mauvais (et pourrait même s'avérer utile) ou s'il est le Hitler de l'Amérique. »*

C'est également le souvenir d'un conservateur bon teint mais sans excès que garde un de ses collègues de promo à Yale, aujourd'hui avocat sur la côte Est, qui a accepté de témoigner pour « l'Humanité magazine » sous couvert d'anonymat : *« D'un point de vue idéologique, il est aujourd'hui une personne complètement différente. Nous étions ensemble à la faculté de droit pendant les élections de 2012 (seconde victoire de Barack Obama – NDLR), et il n'avait aucune tolérance pour les personnes d'extrême droite qui dénigraient les autres ou qui débordaient d'opinions nationalistes blanches. Il était conservateur sur des questions telles que l'avortement et la politique fiscale, mais exprimait également son soutien aux immigrants, s'est lié d'amitié avec des camarades de classe LGBTQ + et a appris à connaître des gens de tout l'éventail politique. Il est très décevant de voir le tournant qu'il a pris lorsqu'il a décidé de se présenter aux élections. »*

Un petit gars du pays

C'est en effet lorsqu'il quitte la Silicon Valley pour décrocher un siège de sénateur dans son Ohio natal qu'il se rend aussi auprès de Trump, qui lui accorde sa bénédiction, par l'entremise

encore une fois de Peter Thiel. Il rentre dans une arène inconnue mais bardé d'un incontestable pedigree local, raconté dans un livre sorti en 2016 : « Hillbilly Elegy » (« Une ode américaine »). Dans ce titre évocateur, il y a comme un retournement, puisqu'un « hillbilly » est un terme désignant les habitants des Appalaches, équivalent d'un « péquenaud » ou d'un « cul-terreux ». J. D. Vance y raconte son enfance dans cette partie montagneuse du Midwest, à la culture locale si forte. Son père l'a abandonné. Sa mère s'abandonne, elle, aux drogues et aux hommes de passage. Il trouve du réconfort auprès d'une grand-mère rêche et raide mais aimante et d'un grand-père alcoolique.

Après une scolarité moyenne, le bac en poche, il s'engage dans les marines et y passe quatre années de service, dont un déploiement de six mois en Irak dans un rôle de non-combattant. Il y écrit des articles et des photos pour le service communication. Il n'arbore pas un pin's de la paix accroché à son casque comme le Guignol de « Full Metal Jacket », de Stanley Kubrick, mais en revient néanmoins un brin désenchanté et prenant ses distances avec le néoconservatisme alors en vogue dans le Grand Old Party de George W. Bush et Dick Cheney. En 2007, grâce à une bourse GI Bill, il entame des études supérieures : d'abord, la peu réputée université d'État de l'Ohio puis la très prestigieuse faculté de droit de Yale.

C'est donc un petit gars du pays qui, diplômé et enrichi, revient, en 2021, se faire élire sénateur. Il joue sur le storytelling du fils d'une famille blanche paupérisée et dysfonctionnelle ayant tracé son chemin vers l'excellence. Sans syndrome de transfuge de classe, rassurez-vous. Depuis Horatio Alger, l'Amérique qui croit en la fable de la méritocratie adore ce genre d'histoire. Donald Trump aussi, sans doute, qui, à la surprise générale, le choisit, à l'été 2024, comme son colistier.

Tout, dans leur personnalité, semble les opposer : ils ont trente-huit ans d'écart, soit presque deux générations. L'un, héritier et fils de millionnaire de New York, s'est fait réformer sous un faux prétexte pour éviter d'être envoyé au Vietnam ; l'autre, enfant de la plèbe du Midwest, est doublement décoré par le corps des marines. L'aîné est réputé pour ne jamais lire les mémos que lui envoient ses conseillers ; le cadet expose en 2020 dans un très long article, « *Comment j'ai rejoint la résistance* », pour le magazine catholique « The Lamp » les raisons de sa conversion religieuse.

La harangue tendance fachosphère

Jeune sénateur (élu en 2022) propulsé sur le ticket présidentiel, le petit conservateur au visage poupin a bien changé. Ce n'est pas seulement la barbe qui lui mange les joues, mais le fanatisme semble consumer son esprit et son verbe. Il pourfend « *l'idéologie woke* », qui pollue le « *temple* » qu'est le corps humain ainsi que les universités. Féroce anti-avortement, il suggère que les parents puissent voter au nom de leurs enfants, afin de récompenser ceux qui « investissent » dans l'avenir du pays. Pendant la campagne, il stigmatise les « femmes à chats sans enfants », visant sans la nommer Kamala Harris.

Le ton country club du parti d'Einhower a cédé la place à la harangue tendance fachosphère, en osmose avec ce nouvel âge de la radicalisation du Parti républicain qu'en Europe nous nommerions « extrême droitisation ». « *J. D. Vance est un théoricien plus qu'un intellectuel*, décrypte Sébastien Roux. *Son idée centrale est de refonder le conservatisme américain dans un sens plus réactionnaire.* » « *Il a le temps avec lui* », ajoute le chercheur.

La Constitution est une précieuse alliée : elle interdit un troisième mandat (exit Donald Trump) et à une personne née à l'étranger de devenir président (bye bye Elon Musk). « *Mais il ne dispose pas encore de base politique qui lui soit propre* », tempère Sébastien Roux. Son style « *inquiète aujourd'hui une partie de l'écosystème républicain par son fanatisme* », ajoute

Marie-Cécile Naves. Certains sénateurs républicains, encore un peu vieille école, n'ont pas apprécié de se faire tirer les oreilles pour valider les invraisemblables candidatures de Tulsi Gabbard (à la tête du renseignement national), de Kash Patel (du FBI) ou encore de Pete Hegseth (du Pentagone).

Après l'aval sénatorial, J. D. Vance tisse sa toile d'obligés. Peter Thiel et ses délires transhumanistes, toujours en coulisses, le « Vice » est également un proche de Kevin Roberts, directeur de la Heritage Foundation et de son projet 2025, dont les relations avec l'Opus Dei sont de notoriété publique. Protégé d'une éventuelle disgrâce par sa fonction institutionnelle, moins clivant dans la société que Musk, il ne manque pas d'atouts en main « *pour préparer le trumpisme après Trump* », selon la formule de Sébastien Roux, et passer du canapé du bureau Ovale à la chaise présidentielle.

Christophe Deroubaix

Extrait de l'Humanité

USA : vers une victoire électorale historique de la gauche démocrate au New Jersey confirmant une tendance générale.



Analilia Mejia, soutenue par Bernie Sanders des DSA, est sur le point de réaliser un exploit politique majeur et de remporter une victoire importante pour l'aile gauche du Parti démocrate dans le fief du Parti démocrate du New Jersey.

Malgré des dépenses électorales largement inférieures à celles des autres candidats et groupes, Mejia devançait ce 6 février l'ancien représentant Tom Malinowski (démocrate du New Jersey) de 486 voix lors de la primaire démocrate partielle pour le 11e district de l'État, dans une course serrée dont l'Associated Press n'a pas encore déclaré le résultat, même avec 91 % des bulletins dépouillés.

« Bien que chaque vote doive encore être comptabilisé, pour le résultat final, la performance d'Analilia Mejia est historique. Analilia a surpris l'establishment politique du New Jersey », a déclaré Antoinette Miles, directrice du Parti des familles travailleuses du New Jersey, dans un communiqué triomphant. « Les électeurs aspirent à des dirigeants issus de la classe ouvrière.

Analilia est fille d'immigrants ayant fui les violences politiques et économiques, Mejia a grandi en ayant recours aux dispensaires et aux banques alimentaires gratuites, et en se privant parfois de repas et a dénoncé le génocide commis par Israël à Gaza, tandis que dans son dernier meeting électoral avec Bernie Sanders, la foule scandait "Abolissez l'ICE !"

Le résultat électoral final ne sera peut-être connu que dans quelques jours, avec le dépouillement des votes provisoires et par correspondance, mais le fait qu'une socialiste démocrate soit arrivée aussi loin dans ce qui était un bastion républicain il y a encore quelques années (avant 2018) est déjà une victoire ÉNORME et traduit une tendance nationale d'une évolution générale des votes vers la gauche, comme on l'a déjà vu à New York et Seattle. Cela signifie, que si Trump n'arrive pas à saboter les élections de mi-mandat, on aura non seulement un effondrement du vote républicain mais aussi de celui de la droite du parti démocrate, voire une disparition ou un effritement marqué du bipartisme bourgeois traditionnel Républicains/Démocrates qui contribuait à faire taire le monde du travail, au profit d'une opposition de classe plus marquée, bref qui donnera une place plus grande pour une expression politique de la colère de la classe ouvrière, même déformée.

Ce serait une première aux USA depuis les années 1920, dans la citadelle du capitalisme et un changement pour le monde.

Comme Mejia l'a déclaré aux côtés de Bernie Sanders lors de son discours du soir de clôture des élections : « Il est temps de nous concentrer sur la réforme de notre économie et de reconquérir notre démocratie... Nous devons combattre le véritable problème à l'origine de tout cela : l'extrémisme MAGA. Ensemble, nous y arriverons. »

Quoi qu'il arrive, le vainqueur de cette primaire devrait facilement remporter l'élection partielle d'avril 2026 et faire en sorte que Mike Johnson le dirigeant républicain de la chambre des représentants ne puisse plus se permettre désormais de perdre qu'UNE SEULE voix républicaine sinon il perd la majorité.

Il est cuit. Et Trump avec. C'est pourquoi, il appelle en panique les Républicains à se mobiliser pour les élections de mi-mandat et voudrait tenter de mettre les élections sous contrôle gouvernemental (alors qu'elles sont sous contrôle des Etats) pour mieux les truquer. Mais tout ce qu'il a essayé jusque-là a échoué et il est dans une spirale d'échecs répétés. Encore dangereux mais incroyablement affaibli.

Jacques Chastaing

Extrait de Facebook

Rojava : le crépuscule d'une expérience d'autonomie et d'écologie

Les nouvelles forces armées syriennes ont pris le contrôle de larges pans du nord-est syrien, auparavant sous contrôle kurde. Un revers militaire qui pourrait mettre fin à plus d'une décennie d'autonomie politique.

Un rêve brisé ? L'espoir des Kurdes de Syrie de vivre dans une région semi-autonome ou fédérale semble s'être brisé face au rouleau compresseur de l'armée syrienne. Comme un domino sanglant, les territoires sous le contrôle des Forces démocratiques syriennes (FDS), à majorité kurde, sont tombés les uns après les autres dans les mains du gouvernement d'Ahmed el-Cheraa.

D'abord, ce sont les quartiers kurdes d'Achrafieh et Cheikh Maqoud à Alep, début janvier. Puis, les localités sur la rive ouest de l'Euphrate, fleuve que les troupes syriennes ont traversé sur des

barges ou sur les ponts stratégiques, mi-janvier, notamment avec le soutien de la Turquie. Les combats se sont étendus comme une traînée de poudre aux abords des villes arabes de Deir ez-Zor et de Raqqa — jusqu'à l'annonce d'un cessez-le-feu, le 18 janvier, et d'un accord historique : les FDS ont abandonné toutes les régions à majorité arabe sous leur contrôle et se replient dans leurs bastions kurdes de Djézireh — où les combats ont continué de plus belle, notamment aux abords de Kobané.



D'Alep à Raqqa, plusieurs centaines de milliers de personnes auraient fui les zones de combats et le contrôle gouvernemental, selon des rapports publiés le 20 janvier. « *Elles ont besoin d'une aide considérable dans ces conditions climatiques difficiles et avec des ressources limitées* », se désole Lolav Sheikho, activiste environnementale kurde à Qamichli.

Son association, les Tresses vertes, qui mène normalement des projets de reforestation ou d'éducation à l'écologie, est venue leur porter secours dans la pluie et la boue. « *Nous faisons tout notre possible en tant qu'équipe et en tant qu'individus. À Qamichli, à l'aube, les membres de l'équipe étaient occupés à préparer les repas du petit-déjeuner afin qu'ils soient prêts à être distribués dans la journée* », explique-t-elle.

« Éviter que treize années de développement ne soient détruites en quelques jours »

Plusieurs contacts de *Reporterre* ont ainsi quitté Raqqa, dont des activistes environnementaux et les employés du conseil de l'environnement de l'ancienne Administration autonome kurde, peu avant que la ville ne tombe dans la matinée du 19 janvier. Des pillages et combats y continuaient encore le 20 janvier, notamment autour d'une prison où étaient enfermés des centaines d'anciens combattants de l'État islamique. Réfugiés à Kobané, plus au nord, les déplacés sont maintenant encerclés et craignent une offensive d'envergure sur la ville, connue pour avoir repoussé Daech en 2015.

« *C'est la mobilisation totale, les gens prennent les armes pour défendre leur famille. Nous n'avons pas d'espoir de gagner, mais préférons mourir près de nos oliviers* », témoigne une habitante souhaitant rester anonyme, et qui s'engage auprès des familles déplacées.

Un socialisme révolutionnaire

Au début de la guerre civile syrienne, d'immenses pans du nord-est de la Syrie étaient passés sous le contrôle de milices kurdes. Dans ces régions kurdes, historiquement connues comme le Rojava, mais aussi dans des territoires à majorité arabe comme à Raqqa et Deir ez-Zor, elles y ont établi

l'Administration autonome et les FDS sur la base de l'idéologie municipaliste libertaire d'Abdullah Öcalan, fondateur du Parti kurde des travailleurs en Turquie (PKK), avec une égalité des genres et un socialisme révolutionnaire. Au cours de ses reportages, *Reporterre* y a rencontré des femmes combattantes, des villages écoféministes et des projets d'agroécologie — des projets menés à bien malgré les attaques de la Turquie et de ses milices, les sanctions économiques et l'encerclement.



Un vent d'urgence souffle désormais sur ce qui reste du Rojava. Le 16 janvier, Ahmed el-Cheraa a publié un décret présidentiel reconnaissant des droits explicites aux Kurdes et le kurmandji comme langue officielle syrienne, visant à rassurer cette minorité de 2 à 3 millions d'habitants en Syrie.

« *Dans ce gouvernement ce sont des anciens de Daech, bien sûr que nous nous méfions et que nous avons peur* », nous écrit Lolav Sheikho — une opinion largement partagée au Rojava. Malgré le cessez-le-feu et l'accord en quatorze points visant à entériner l'intégration des FDS dans les rangs de l'armée syrienne, les négociations étaient au point mort, le 20 janvier.

Alors que des appels à la mobilisation internationale pour la cause kurde résonnaient, un grand nombre d'habitants arabes ont, eux, célébré la chute des FDS dans leurs régions. « *Elles étaient vues comme une puissance occupante dictatoriale par beaucoup, notamment après des vagues d'arrestations depuis la chute du régime Assad. Alors, ce n'est pas étonnant qu'autant de soldats et tribus arabes aient fait défection et rejoint l'armée syrienne* », analyse Wim Zwijnenburg, chercheur à l'institut PAX, une association néerlandaise promouvant la paix dans les zones en conflit.

Il ajoute : « *De fait, environ 70 % des puits de pétrole ont ainsi été repris par le gouvernement, amputant les FDS d'une grande partie de leurs revenus.* » Nerf de la guerre, l'or noir finançait 90 % du budget de l'Administration autonome kurde, malgré son idéologie écologique. « *Il s'agissait surtout d'une façade, même si beaucoup de Kurdes y croient vraiment, car l'Administration n'avait pas les moyens de défendre l'environnement* », dit-il.

En attendant, la situation reste incertaine. Les troupes gouvernementales lanceront-elles un assaut frontal contre les 100 000 combattants kurdes restants ? « *Nous voulons éviter que treize années de développement ne soient détruites en quelques jours* », assure Lolav Sheikho.

Extrait

de

Reporterre

« Le M23 nous tue, le gouvernement nous tue » : en RDC, Amnesty International dénonce un recours accru aux « armes explosives » contre les civils

Amnesty International dévoile, dans une enquête publiée le lundi 20 janvier, que les rebelles du Mouvement du 23 mars (M23) et les forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC) ont utilisé des « armes explosives dans les zones peuplées » de civils. L'ONG estime que les deux camps y ont eu recours plus de 150 fois.

Alors que les affrontements se poursuivent entre le groupe de rebelles du [Mouvement du 23 mars \(M23\) et les forces armées de la République démocratique du Congo \(FARDC\)](#), l'ONG Amnesty International dénonce un recours accru aux « armes explosives dans les zones peuplées » de civils. L'enquête, publiée le lundi 20 janvier, pointe notamment de nombreuses exactions survenues dans [l'est de la République démocratique du Congo \(RDC\)](#), au premier semestre 2024.

Le M23, soutenu par le [Rwanda](#), s'est emparé depuis sa résurgence fin 2021 de vastes pans de territoire dans l'est de la RDC, riches en ressources naturelles et déchirés depuis trente ans par des conflits. L'armée congolaise, qui s'est dit « déterminée » à reprendre les territoires perdus, mène depuis plusieurs jours des contre-offensives et est appuyée par des « wazalendo » – nom signifiant « patriotes » en swahili et désignant une nébuleuse de milices locales pro-Kinshasa.

« Enquêter sur ces attaques en tant que crimes de guerre »

Entre janvier et juillet 2024, « des armes explosives imprécises à large rayon d'impact » ont ainsi été utilisées dans des zones « densément peuplées » plus de 150 fois. De quoi provoquer la mort de plus de cent personnes et laissant plusieurs centaines d'autres blessées parmi les civils, alerte [Amnesty International](#).

Les provinces du Nord-Kivu, du Sud-Kivu et de l'Ituri sont ainsi les plus touchées par le conflit, avec des milliers de victimes et près de 7 millions de déplacés, selon des estimations du Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies. La [Cour pénale internationale \(CPI\)](#), qui a annoncé relancer ses enquêtes sur des exactions dans l'est de la RDC en octobre 2024, « doit envisager d'enquêter sur ces attaques en tant que crimes de guerre », en vue de traduire en justice leurs auteurs, demande Amnesty International.

Le 25 janvier 2024 à Mweso, dans le Nord-Kivu, un tir d'artillerie provenant probablement des FARDC a détruit une maison du quartier de Bukama, faisant « au moins 19 morts et 25 blessés, dont 15 enfants, selon des sources médicales », note Amnesty International. L'ONG dit n'avoir trouvé « aucune preuve de l'existence de cibles militaires à l'intérieur ou à proximité de la zone d'impact », ajoutant que des responsables militaires congolais auraient reconnu « une bavure ».

Le 4 mars 2024, une munition a touché une colonne de civils fuyant à pied la ville de Nyanzale, attaquée par le M23. Dix-sept civils sont morts et une dizaine, blessés, [selon des témoins et des sources médicales](#) évoqués par l'enquête. Le 3 mai 2024 près de Goma, Angèle – également citée dans l'enquête d'Amnesty International – indique avoir perdu ses quatre filles, âgées de 6 à 15 ans, en l'espace de quelques secondes. Ces dernières ont été victimes de tirs de roquette, probablement du M23, en riposte à un tir de l'armée congolaise. Elle a déclaré que l'explosion avait réduit ses enfants à « des débris et des corps déchiquetés ».

Toujours dans l'enquête de l'ONG, un homme, qui a perdu sa femme lors d'une attaque à la roquette, se dit « consterné » par le fait que les deux belligérants s'affrontent si près des camps de personnes déplacées. « Nous avons fui nos villages dans l'espoir de trouver un peu de sécurité. Ici, nous n'avons rien à part nos enfants, se désespère-t-il. Mais ils nous pourchassent jusqu'ici et tuent nos enfants. [Le M23 nous tue, le gouvernement nous tue, qu'avons-nous fait pour mériter cela ?](#) »



The New Humanitarian

Ces dernières semaines, les affrontements se sont intensifiés, jusqu'à toucher la province voisine du Sud-Kivu où le M23 a pris, dans la soirée du samedi 18 janvier, le contrôle de la cité minière de Lumbishi, dans le territoire de Kalehe. Amnesty International indique que les autorités congolaises et les dirigeants du M23 n'ont pas répondu aux conclusions préliminaires de son enquête, partagées en décembre dernier. En attendant, des proches de victimes ne cessent de dénoncer l'horreur en cours en RDC, où se multiplient les « scènes apocalyptiques ».

[Tom Demars-Granja](#) - Extrait de l'Humanité.

« La laïcité est le ciment qui maintient notre maison commune debout »

Alors que nous allons bientôt fêter les 120 ans de la loi de séparation des Églises et de l'État, Sébastien Vincini, président du conseil départemental de la Haute-Garonne et Frédérique de la Morena, maître de conférences en droit public à l'université Toulouse Capitole et membre du Conseil national des sages de la laïcité et des valeurs de la République, rappellent l'importance de la laïcité.

La laïcité, principe fondateur et matrice de notre République, de notre nation, est d'abord un concept juridique. Elle est inscrite dans la Constitution, à la suite d'une longue maturation : elle s'est construite autour de la nation et de la République.

Dans notre société qui traverse des mutations profondes, où l'individualisme croissant et les revendications identitaires fragmentent le lien social, la laïcité est le ciment qui maintient notre maison commune debout, un rempart contre les vents furieux du populisme et des revendications identitaires qui menacent de fissurer l'édifice. Aujourd'hui, ce qui est en jeu,

c'est la cohésion nationale ; ce qui nous rassemble, l'intérêt général.

L'importance de la laïcité

Pourtant, force est de constater que cette valeur cardinale est souvent méconnue, mal interprétée, voire instrumentalisée. Il est urgent de réaffirmer son rôle central et de la transmettre avec ferveur à la jeunesse et à l'ensemble de la population. Dans un monde où les fractures culturelles, religieuses et sociales s'exacerbent, la laïcité offre un espace de neutralité garantissant à chacun de vivre librement ses convictions, dans le respect des autres. La laïcité offre à la fois un espace de neutralité qui garantit à chacun de pouvoir partager ce qui est commun à tous et un espace où les intérêts individuels et collectifs peuvent librement s'exprimer dans le respect de la loi. Elle ne combat pas les cultes mais protège la liberté de conscience, qui ne se réduit pas à la liberté de croire et de ne pas croire, de changer de



religion, et au libre exercice du culte.

Par son essence même, elle refuse d'assigner les individus à des appartenances communautaires, contrant ainsi le poison des revendications identitaires qui cherchent à opposer les citoyens les uns aux autres. Support de liberté, elle est aujourd'hui trop souvent dévoyée à des fins idéologiques, et devient tour à tour un prétexte à l'exclusion ou objet de polémiques stériles. Le populisme, les intégrismes religieux dans leur quête de boucs émissaires et de simplifications, s'attaquent souvent à la laïcité. Pourquoi ? Parce qu'elle représente un obstacle majeur à la manipulation des individus. La laïcité fait de chaque citoyen un égal, non défini par sa foi ou son origine, mais par son appartenance à la nation et à la République.

Les discours populistes et intégristes cherchent à instrumentaliser les frustrations et les peurs en opposant les uns aux autres, souvent en se servant de la religion comme levier. Ils jouent sur les amalgames, inventent des « guerres culturelles » pour détourner l'attention des véritables enjeux de citoyenneté. La laïcité, en maintenant la sphère publique à l'écart de ces affrontements religieux ou identitaires, désarme ces stratégies de division.

Bataille pour l'avenir de notre pays

Face à ces défis, la Haute-Garonne a fait le choix d'agir. Dans notre département, la laïcité est un levier concret et théorique pour bâtir le commun. Le conseil départemental s'attache à promouvoir la citoyenneté et l'émancipation des Haut-Garonnais et des Haut-Garonnaises. Nous nous inscrivons dans une démarche humaniste, où chacun peut comprendre et expérimenter sa place dans la société. Le Parcours laïque et citoyen illustre cet engagement. Gratuit et accessible, ce dispositif s'adresse à plus de 67 000 collégiens et écoliers, en leur proposant des ateliers, des débats, des spectacles et des visites éducatives. Ces actions permettent aux jeunes de saisir, par l'expérience, ce que signifie vivre dans une République laïque.

Nous cherchons à créer une société dans laquelle les valeurs de la République sont une réalité dans le quotidien de chacun. C'est un défi collectif ! Cette approche repose sur un équilibre entre l'école et les partenaires associatifs, notamment ceux de l'éducation populaire. Ensemble, nous travaillons à transmettre la laïcité comme une promesse positive et non comme un ensemble de contraintes. À travers le Parcours laïque et citoyen, nous montrons que la République ne demande pas de renoncer à son identité, mais offre la possibilité de s'inscrire également dans une communauté de valeurs communes.

En expérimentant des moments où l'individu dépasse ses particularités pour s'inscrire dans un commun, les jeunes découvrent leur place à la fois dans une société pluraliste mais également dans une communauté nationale. La *res publica*, chose publique, l'intérêt général, c'est-à-dire le souci partagé de ce qui nous est commun et qui nous oblige tous, fonde le projet laïque. Il ne s'agit pas seulement de leur transmettre une connaissance, mais de leur donner la possibilité de faire le choix de vie en toute indépendance, en citoyens éclairés. Pour que la laïcité reste ce pilier indéfectible de l'unité nationale, il faut en faire une priorité éducative. Elle doit être transmise dans toute sa richesse, non pas comme un interdit ou une contrainte, mais comme une chance. Cela implique de la présenter clairement : une laïcité d'apaisement et de respect mutuel, qui libère les individus des assignations identitaires. Mais pour cela, encore faut-il la comprendre et l'incarner.

Les personnels de l'éducation, les élus, les parents, les associations ont tous un rôle à jouer pour transmettre ce principe aux jeunes générations. Ce travail pédagogique doit déconstruire les contrevérités, notamment l'idée que la laïcité serait dirigée contre une religion en particulier. La laïcité protège d'abord l'individu, non les croyances, les opinions ou convictions de toute nature, car toute doctrine, toute croyance, toute idée peut être critiquée ou discutée. Dans un contexte marqué par des tensions croissantes, notre devoir collectif est de replacer la laïcité au cœur du projet républicain. Comme règle mais également comme vision, aspiration à faire communauté avec nos différences. La laïcité est notre bouclier contre les forces qui voudraient nous diviser. C'est une bataille d'idées, mais surtout une bataille pour l'avenir de notre pays. Ne laissons personne fissurer ce ciment républicain mais faisons vivre la laïcité républicaine en transmettant très largement ce principe de liberté, d'égalité et de fraternité.

Par Sébastien Vincini et Frédérique de la Morena